

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/W/9

5 juillet 1995

(95-1862)

Comité des obstacles techniques au commerce

COMMUNICATION DU CANADA

La délégation du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 juin 1995, en lui demandant de la distribuer aux membres du Comité.

Eco-étiquetage

Donnant suite aux interventions de sa délégation aux réunions du Comité du commerce et de l'environnement des 6 avril et 21 juin et à la réunion du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) du 21 avril, le Canada propose que le Comité OTC examine une série de questions se rapportant à la pratique de l'éco-étiquetage afin d'avoir une idée claire de l'application de l'Accord OTC à ce type de programme.

L'objet d'un débat sur l'éco-étiquetage ne serait pas d'examiner le bien-fondé ou la légitimité de l'éco-étiquetage en soi, ni de mettre en question la validité ou l'adéquation des normes nationales élaborées par les autorités de tel ou tel pays à des fins de protection de l'environnement dans leur propre juridiction. L'éco-étiquetage est de plus en plus considéré comme un outil important pour encourager les industries extractives et les industries manufacturières à adopter des normes de protection de l'environnement plus élevées en influant sur les habitudes d'achat des consommateurs et peut-être des pouvoirs publics.

Cependant, à mesure que l'éco-étiquetage gagnera en importance du point de vue du nombre de pays qui le pratiquent, de l'éventail des produits auxquels il s'applique et de son influence sur les décisions d'achat, son incidence sur le commerce augmentera aussi. En effet, ces programmes ont pour but de donner un avantage compétitif aux produits qui obtiennent le label. La base sur laquelle les programmes sont appliqués aux produits importés par opposition aux produits nationaux a donc une importance cruciale d'un point de vue commercial, tout comme les disciplines propres à minimiser la désorganisation des échanges. Il est important et opportun d'examiner ces disciplines, en commençant par clarifier l'application de l'Accord OTC.

A la réunion du Comité du commerce et de l'environnement du 21 juin, le Secrétariat a été invité à élaborer une note d'information donnant des renseignements sur l'Accord OTC et les aspects pertinents de sa négociation. Dans un premier temps, le Comité OTC pourrait appuyer cette demande et prévoir d'examiner ce document à sa prochaine réunion.

Dans ce contexte, la délégation canadienne pense qu'un certain nombre de points essentiels mériteront d'être analysés et débattus. Elle suggère à titre préliminaire les points ci-après, en précisant qu'il ne s'agit aucunement d'une liste exhaustive de ces points essentiels.

./.

Transparence

La question de la transparence est capitale et a déjà été examinée sur un plan général au Comité du commerce et de l'environnement. Il serait maintenant utile que le Comité OTC procède à un examen plus ciblé et plus détaillé des dispositions de l'Accord OTC concernant la transparence et de leur application aux programmes d'éco-étiquetage.

Participation des pouvoirs publics

Les règles commerciales en vigueur et les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent sur l'éco-étiquetage ont été centrées sur la distinction entre programmes obligatoires et programmes facultatifs. Or, la plupart des programmes d'éco-étiquetage comportent une participation importante des pouvoirs publics et peuvent donc avoir une incidence potentiellement plus grande sur le marché. Pour cette raison et pour beaucoup d'autres, les programmes de ce genre diffèrent des types de normes facultatives (c'est-à-dire les normes de produits) auxquelles le GATT s'intéressait plus particulièrement. Le Comité OTC devra examiner les incidences de cette nouvelle génération de mesures et les problèmes qu'elles posent.

Analyse du cycle de vie

La plupart des programmes d'éco-étiquetage sont ou seront fondés sur des analyses du cycle de vie, c'est-à-dire l'évaluation de l'impact d'un produit sur l'environnement, du stade de l'extraction/de la production jusqu'à la consommation et l'élimination finale. Pour ce qui est des normes ou critères qui pourraient être pris en compte pour chacun des stades de l'analyse du cycle de vie, et dans le contexte de l'Accord OTC, le Comité devrait examiner le traitement des produits nationaux et des produits importés dans ces programmes.

Travaux pertinents menés dans d'autres organismes

L'Accord OTC encourage les membres à participer aux travaux sur les normes internationales et à se conformer à celles-ci. Dans un certain nombre d'autres organismes, dont l'ISO, le PNUE et la CNUCED, des travaux sont en cours pour améliorer la coopération internationale en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de programmes environnementaux comme l'éco-étiquetage. Le Comité OTC devrait examiner ces travaux et leur pertinence pour les disciplines commerciales appropriées.